

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/NIC/4
30 janvier 2001

(01-0481)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: espagnol

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>NICARAGUA</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de télécopie et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [], 2.10.1 [X], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Valeurs limites en azote basique volatil total (ABVT) pour les produits de la pêche et méthodes d'analyse à utiliser (9 pages, en espagnol)
6.	Teneur: Établissement des valeurs limites en azote basique volatil total (ABVT), TMA et histamine, pour les produits de la pêche et des méthodes d'analyse à utiliser
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Santé publique
8.	Documents pertinents: Journal officiel (La Gaceta) du 14 janvier 1999
9.	Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur: } Juin 1999
10.	Date limite pour la présentation des observations: Non précisée
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopie, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme:

Note: La procédure de notification n'avait pas été accomplie du fait que des décisions gouvernementales relatives à l'infrastructure organisationnelle interne étaient en cours d'adoption.